

## PÉNURIE DE LOGEMENTS LOCATIFS ET RALENTISSEMENT DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET ABORDABLES

### FAITS SAILLANTS

/ Faible taux d'inoccupation dans les cinq secteurs géographiques du Grand Montréal

/ Pénurie qui touche plus fortement les logements pouvant convenir aux familles

/ Peu de nouvelles coopératives ou OBNL d'habitation, malgré le boom de construction de logements locatifs

/ Besoins en logements sociaux et abordables : 27 % des ménages locataires sont à faible revenu et ont des difficultés financières à se loger

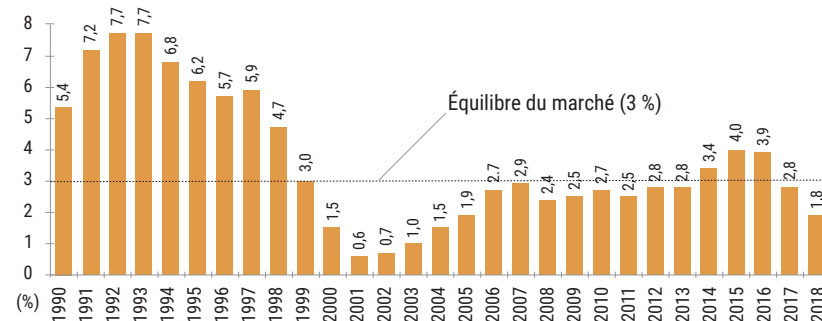
/ Comparativement aux autres métropoles canadiennes, le problème de l'abordabilité du logement locatif dans le Grand Montréal touche plus spécifiquement les ménages à faible revenu

## TAUX D'INOCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOUS LA BARRE DES 2 % POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 2005

Le taux d'inoccupation, soit la proportion des logements locatifs non loués et disponibles à la location, est l'un des indicateurs clés de l'analyse des besoins en matière de logements locatifs. À la suite de la pénurie de logements locatifs du début des années 2000, le taux d'inoccupation avait progressivement augmenté dans le Grand Montréal<sup>1</sup>, dépassant même le taux d'équilibre reconnu de 3 % pour la période 2014-2016. Toutefois, au cours des 2 dernières années, ce taux a chuté de façon importante – passant de 3,9 %, à l'automne 2016, à 1,8 %, à l'automne 2018<sup>2</sup> – malgré le boom de la construction de logements locatifs qui touche actuellement la région (voir p. 4).

Parmi les facteurs pouvant expliquer cette rareté du logement locatif, on peut mentionner la forte augmentation depuis 2017 du nombre d'immigrants non permanents (étudiants étrangers, travailleurs temporaires et demandeurs d'asile), combinée au contexte économique favorable à la formation de nouveaux ménages, à la baisse de l'accession à la propriété chez les plus jeunes ménages et au vieillissement de la population (les personnes âgées sont nombreuses à faire la transition vers le marché locatif). Dans certains quartiers centraux de Montréal, les plateformes de location à court terme comme Airbnb – qui ont pour effet de retirer des logements du marché de la location à long terme – et la conversion de logements locatifs en propriétés absolues et en copropriétés contribuent également à cette rareté.

### Taux d'inoccupation du logement locatif, Grand Montréal, 1990-2018

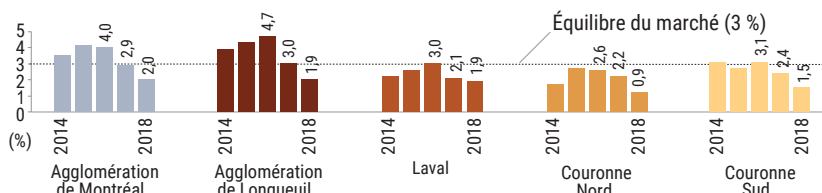


Source : SCHL, compilation spéciale à partir de l'Enquête sur les logements locatifs, octobre 1990 à octobre 2018. Traitement : CMM, 2019.

## FAIBLE TAUX D'INOCCUPATION DANS LES CINQ SECTEURS GÉOGRAPHIQUES DU GRAND MONTRÉAL

La rareté de logements locatifs que connaît actuellement la région touche chacun des cinq grands secteurs géographiques de la région. Ainsi, le taux d'inoccupation du logement locatif est de 2 % dans l'agglomération de Montréal, de 1,9 % dans l'agglomération de Longueuil et à Laval, de 1,5 % dans la couronne Sud et de 0,9 % dans la couronne Nord.

### Taux d'inoccupation du logement locatif, 5 secteurs géographiques du Grand Montréal, 2014-2018



Source : SCHL, compilation spéciale à partir de l'Enquête sur les logements locatifs, octobre 2014 à octobre 2018. Traitement : CMM, 2019.

1 Sauf indication contraire, les données présentées dans ce bulletin sont compilées à l'échelle de la CMM. Le territoire de la CMM est semblable à celui de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal défini par Statistique Canada. Toutefois, contrairement à la RMR, la CMM n'inclut pas le canton de Gore, les municipalités de Saint-Colomban, de Saint-Jérôme, de Saint-Lin-Laurentides, de Saint-Placide, de L'Épiphanie, de Lavaltrie, de Saint-Zotique, des Coteaux, de Coteau-du-Lac et de Saint-Jean-sur-Richelieu, mais comprend les municipalités de Contrecoeur, de Calixa-Lavallée et de Saint-Jean-Baptiste. En 2018, la population des 90 municipalités de la RMR de Montréal était de 4,2 millions d'habitants, alors que celle des 82 municipalités de la CMM était de 4 millions d'habitants.

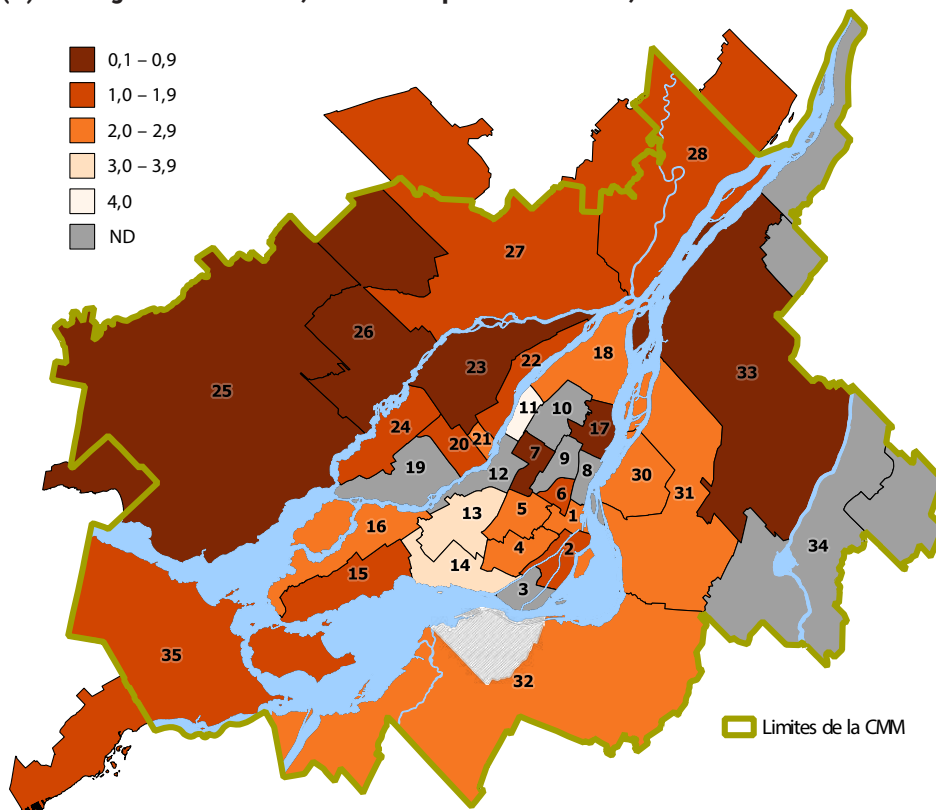
2 Les données sur les taux d'inoccupation sont tirées de l'Enquête sur les logements locatifs réalisée chaque automne par la SCHL et portant sur les immeubles d'initiative privée de trois logements locatifs ou plus.

## PÉNURIE DE LOGEMENTS LOCATIFS DANS PLUSIEURS SOUS-SECTEURS DE LA RÉGION

À l'intérieur des cinq secteurs géographiques du Grand Montréal, la proportion de logements locatifs inoccupés peut varier de façon importante d'une zone à l'autre de l'*Enquête sur les logements locatifs* de la SCHL. À l'automne 2018, toutefois, 24 des 27 zones pour lesquelles les données étaient disponibles présentaient un taux d'inoccupation sous les 3 %. Pour 15 de ces 27 zones, le taux d'inoccupation était sous les 2 %.

Pour les 7 zones dont les données n'étaient pas disponibles pour 2018 en raison de leur fiabilité statistique – 5 zones de la ville de Montréal, 1 zone de Laval et 1 zone de la couronne Sud – il est fort probable, à la lumière du contexte actuel et des données des années antérieures, que le taux d'inoccupation y soit également sous les 2 %.

### Taux d'inoccupation (%) des logements locatifs, zones d'enquête de la SCHL, 2018



N° sur la carte	Zones de l'Enquête sur les logements locatifs	Taux d'inoccupation, 2018 (%)
<b>Agglomération de Montréal</b>		
1	Centre-ville de Montréal / Île-des-Sœurs	2,6
2	Sud-Ouest / Verdun	1,1
3	LaSalle	nd
4	Notre-Dame-de-Grâce / Côte-Saint-Luc / Hampstead / Westmount / Montréal-Ouest	2,8
5	Côte-des-Neiges / Mont-Royal / Outremont	2,0
6	Plateau-Mont-Royal	1,5
7	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	0,7
8	Hochelaga-Maisonneuve	nd
9	Rosemont-La Petite-Patrie	nd
10	Anjou / Saint-Léonard	nd
11	Montréal-Nord	4,0
12	Ahuntsic-Cartierville	nd
13	Saint-Laurent	3,2
14	Dorval / Lachine	3,7
15	Ouest-de-L'île (partie sud)	1,5
16	Ouest-de-L'île (partie nord)	2,6

N° sur la carte	Zones de l'Enquête sur les logements locatifs	Taux d'inoccupation, 2018 (%)
17	Mercier (Montréal)	0,9
18	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles / Montréal-Est	2,7
<b>Laval</b>		
19	Chomedey / Sainte-Dorothée	nd
20	Laval-des-Rapides	1,8
21	Pont-Viau	2,2
22	Saint-François / Saint-Vincent / Duvernay	1,5
23	Vimont / Auteuil	0,1
24	Laval-Ouest / Fabreville / Sainte-Rose	1,5
<b>Couronne Nord</b>		
25	MRC de Deux-Montagnes / Mirabel	0,8
26	MRC de Thérèse-De Blainville	0,8
27	MRC des Moulins / Saint-Lin-Laurentides	1,1
28	MRC de L'Assomption / Lavaltrie	1,4

N° sur la carte	Zones de l'Enquête sur les logements locatifs	Taux d'inoccupation, 2018 (%)
<b>Agglomération de Longueuil*</b>		
30	Vieux-Longueuil	2,0
31	Boucherville / Brossard / Greenfield Park / Lemoyne / Saint-Hubert / Saint-Lambert	2,0
<b>Couronne Sud</b>		
32	MRC de Roussillon / Beauharnois	2,1
33	Sud de la MRC de Marguerite-D'Youville / centre de la MRC de La Vallée-du-Richelieu / Saint-Bruno-de-Montarville	0,8
34	Sud de la MRC de La Vallée-du-Richelieu	nd
35	MRC de Vaudreuil-Soulanges (partie RMR)	1,0

\* La municipalité de Saint-Bruno-de-Montarville fait partie de l'agglomération de Longueuil, mais est intégrée à la zone d'enquête 33 de la SCHL, composée, par ailleurs, de municipalités de la couronne Sud. Source : SCHL, *Enquête sur les logements locatifs*, octobre 2018. Traitement : CMM, 2019.

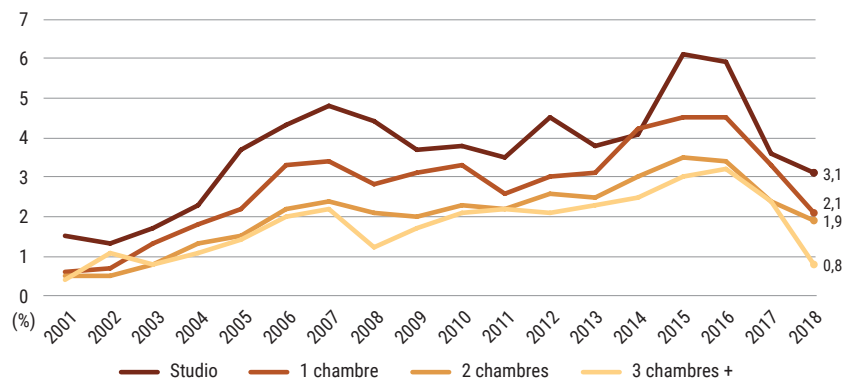
## UNE PÉNURIE QUI TOUCHE PLUS FORTEMENT LES LOGEMENTS POUVANT CONVENIR AUX FAMILLES AVEC ENFANTS

Depuis 2016, les taux d'inoccupation des logements locatifs ont chuté, quelle que soit la taille du logement. De façon générale, d'année en année, il est toutefois plus difficile de trouver un logement locatif inoccupé de grande taille que de plus petite taille. C'était encore le cas en 2018, alors que le taux d'inoccupation des studios était de 3,1 %, celui des logements locatifs d'une seule chambre était de 2,1 %, celui des logements de 2 chambres était de 1,9 % et que celui des logements de 3 chambres était de 0,8 %. Ainsi, la pénurie de logements locatifs touche plus fortement les logements locatifs de plus grande taille, qui pourraient notamment convenir aux familles avec enfants.

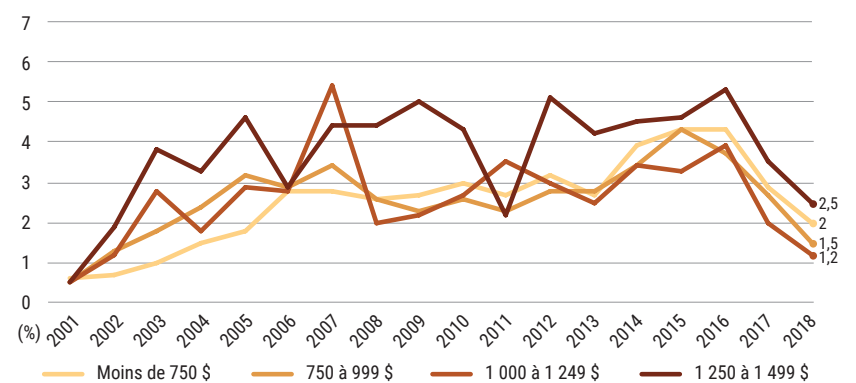
Depuis 2016, les taux d'inoccupation ont également chuté, quelle que soit la fourchette de loyers. Les logements les plus rares sur le marché sont les logements dont le loyer se situe entre 750 \$ et 999 \$ et entre 1 000 \$ et 1 249 \$ (taux d'inoccupation de respectivement 1,5 % et 1,2 %). Les logements avec les loyers de moins de 750 \$ ou entre 1 250 \$ et 1 499 \$ présentent des taux d'inoccupation légèrement plus élevés, soit respectivement de 2 % et de 2,5 %.

Lorsque l'on examine les taux d'inoccupation en fonction, à la fois, de la taille du logement et de la fourchette de loyers, on constate qu'en 2018, les logements locatifs de 3 chambres et plus étaient en situation de pénurie, quelle que soit la fourchette de loyers. Pour les différentes catégories de petits logements à loyers supérieurs à 1 250 \$, une seule donnée est disponible pour 2018, soit celle des logements d'une seule chambre avec un loyer situé entre 1 250 \$ et 1 499 \$. Il s'agit de la seule catégorie à présenter un taux d'inoccupation élevé, soit de 6,4 %.

**Taux d'inoccupation (%) selon la taille du logement, Grand Montréal, 2001 à 2018**

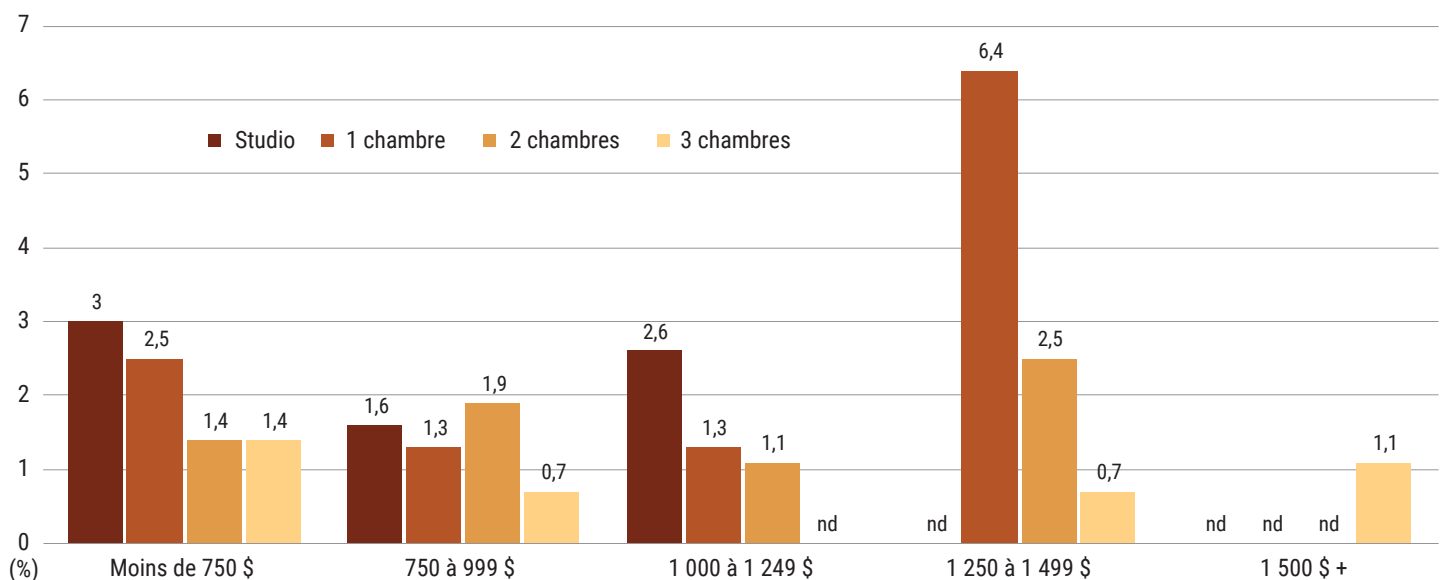


**Taux d'inoccupation (%) selon la fourchette de loyers, Grand Montréal, 2001 à 2018**



Note : Les données pour les logements dont le loyer est de plus de 1 500 \$ ne sont pas présentées en raison de la disponibilité ou de la fiabilité des données pour plusieurs années.  
Source : SCHL, *Enquête sur les logements locatifs*, octobre 2001 à octobre 2018. Traitement : CMM, 2019.

**Taux d'inoccupation (%) selon la taille du logement et la gamme de loyers, Grand Montréal, 2018**



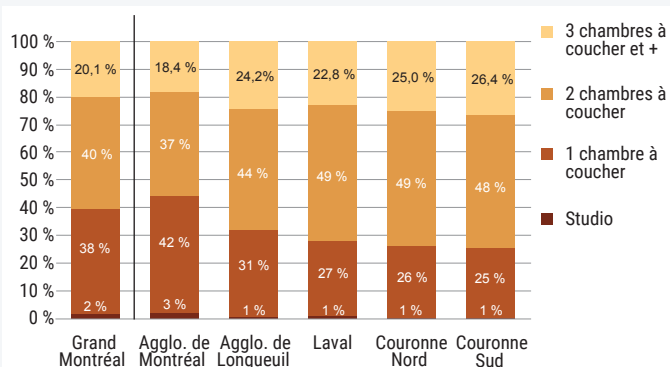
Source : SCHL, *Enquête sur les logements locatifs*, octobre 2018. Traitement : CMM, 2019.

## LOGEMENTS LOCATIFS DE TROIS CHAMBRES ET PLUS DANS LE GRAND MONTRÉAL : UN STOCK LIMITÉ

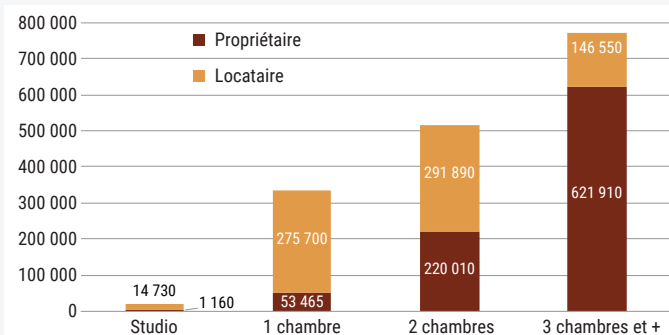
Dans le Grand Montréal, alors que les deux tiers (621 900 logements) des logements occupés par leur propriétaire comprennent 3 chambres et plus, c'est le cas de seulement 20 % (146 550 logements) des logements locatifs. C'est sur l'île de Montréal que l'on retrouve la plus faible proportion de logements locatifs disposant de 3 chambres et plus, soit 18 %. Dans les 4 autres grands secteurs géographiques de la région, la proportion de logements locatifs de 3 chambres et plus varie entre 23 % et 26 %.

Les familles avec enfants (couples avec enfants ou familles monoparentales), qui forment 29 % des ménages locataires, occupent 60 % des logements locatifs de 3 chambres et plus, le reste étant principalement occupé par des personnes seules (15 %), des couples sans enfants (12 %) et des colocataires (10 %).

### Répartition des logements locatifs selon le nombre de chambres, Grand Montréal et ses 5 secteurs géographiques, 2016

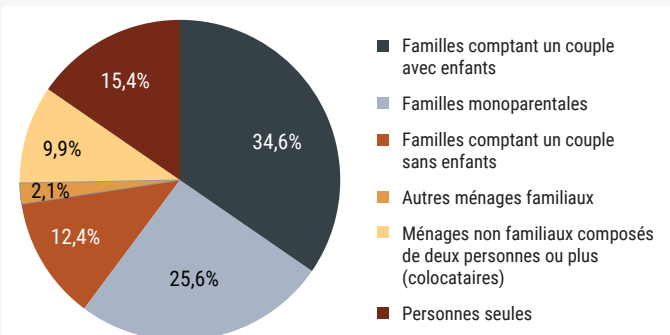


### Nombre de logements selon le nombre de chambres et selon le mode d'occupation, Grand Montréal, 2016



Source : Statistique Canada, compilation spéciale à partir du Recensement de la population 2016. Traitement : CMM, 2019.

### Répartition des ménages demeurant en logements locatifs de 3 chambres et plus selon le type de ménages, Grand Montréal, 2016

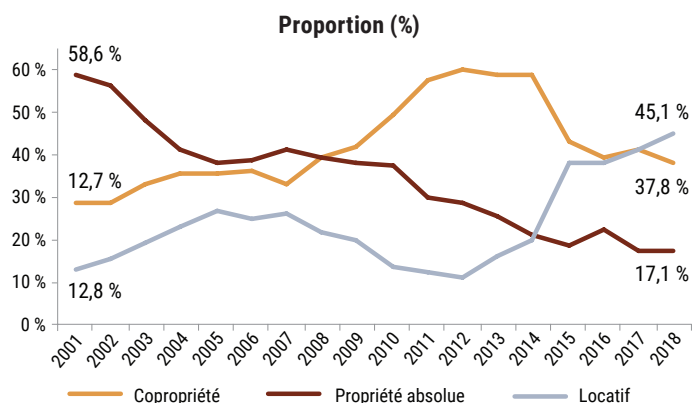
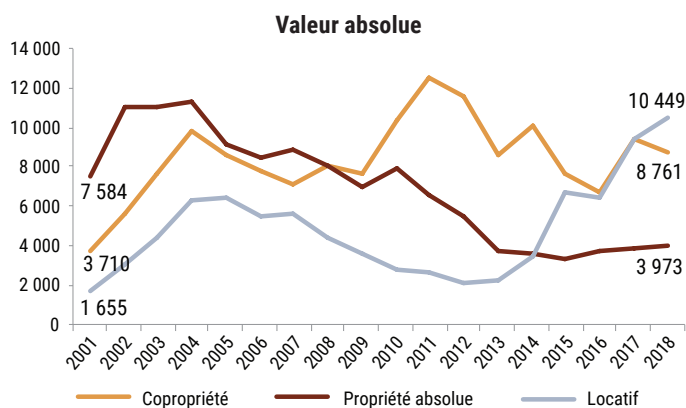


## DIMINUTION DES TAUX D'INOCCUPATION, MALGRÉ LA FORTE HAUSSE DES MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS LOCATIFS

Du début des années 2000 jusqu'au milieu des années 2010, le nombre de mises en chantier de logements locatifs dans le Grand Montréal est demeuré relativement bas comparativement au nombre de mises en chantier de copropriétés ou de logements en propriété absolue (maisons individuelles, jumelées ou en rangée). Toutefois, depuis 2014, on assiste à

un changement de tendance avec une augmentation progressive des mises en chantier de logements locatifs. En 2017 et 2018, le logement locatif a même été le type de logement le plus construit dans la région (45,1 % des nouveaux logements en 2018), devant le logement en copropriété (37,8 %) et la propriété absolue (17,1 %).

### Mises en chantier de logements résidentiels par mode d'occupation, Grand Montréal, 2001-2018

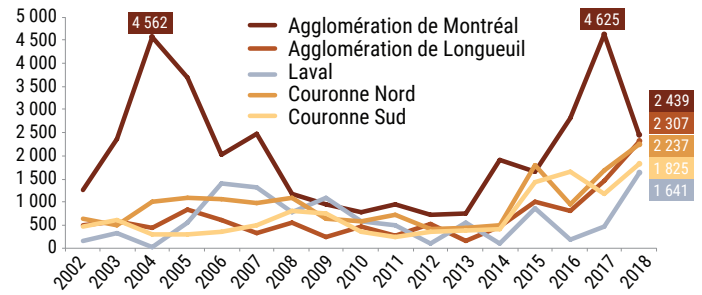


Source : SCHL, Relevés des mises en chantier 2001 à 2018. Traitement : CMM, 2019.

## UN BOOM DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS QUI S'OBSERVE DANS TOUS LES SECTEURS DU GRAND MONTRÉAL...

L'augmentation récente des mises en chantier de logements locatifs dans la région s'observe dans chacun des cinq secteurs géographiques du Grand Montréal. Celles-ci ont d'ailleurs atteint un nouveau sommet, en 2018, dans l'agglomération de Longueuil, à Laval et dans les couronnes Nord et Sud. Dans l'agglomération de Montréal, les mises en chantier de logements locatifs sont demeurées élevées en 2018, bien qu'elles aient diminué par rapport au sommet de 2017. À noter qu'au milieu des années 2000, l'agglomération de Montréal avait également connu une période de forte activité en matière de mises en chantier de logements locatifs.

### Mises en chantier de logements locatifs, 5 secteurs du Grand Montréal, 2002-2018



Source : SCHL, Relevés des mises en chantier 2002 à 2018. Traitement : CMM, 2019.

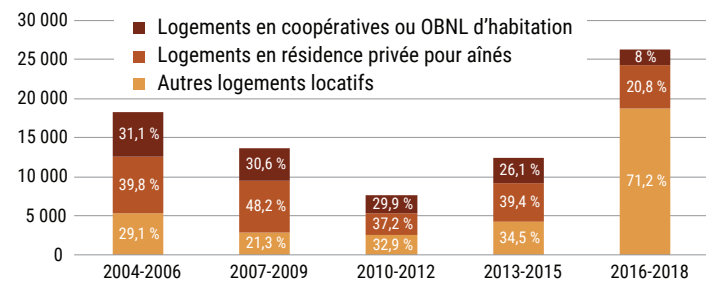
## ... MAIS QUI NE TOUCHE PAS LE LOGEMENT EN COOPÉRATIVE OU OBNL D'HABITATION

Les mises en chantier de logements locatifs peuvent être subdivisées en trois grandes catégories : les logements en résidence privée pour aînés, les logements en coopérative ou OBNL d'habitation – qui regroupent l'ensemble des logements sociaux et abordables qui se construisent depuis les 20 dernières années dans la région<sup>3</sup> – et les autres logements locatifs, composés principalement de logements locatifs traditionnels. En moyenne, entre 2004 et 2015, les logements locatifs en résidence pour aînés ont accaparé environ 29 % des mises en chantier locatives, contre 30 % pour les logements en coopérative ou OBNL d'habitation et 41 % pour les autres logements locatifs<sup>4</sup>.

La forte augmentation de la construction de logements locatifs observée récemment s'est faite principalement dans la catégorie des « autres logements locatifs », composée essentiellement de logements locatifs traditionnels. Pour la période 2016-2018, cette catégorie a regroupé 71,2 % de l'ensemble des mises en chantier de logements locatifs, contre 20,8 % pour les logements en résidence pour aînés, et seulement 8 % pour les logements en coopérative ou OBNL d'habitation.

Alors qu'entre 2004 et 2009, il s'est construit en moyenne 1 640 nouveaux logements en coopérative ou OBNL d'habitation par année dans la région, ce nombre a fortement diminué depuis le début des années 2010, avec une moyenne annuelle de 847 nouveaux logements.

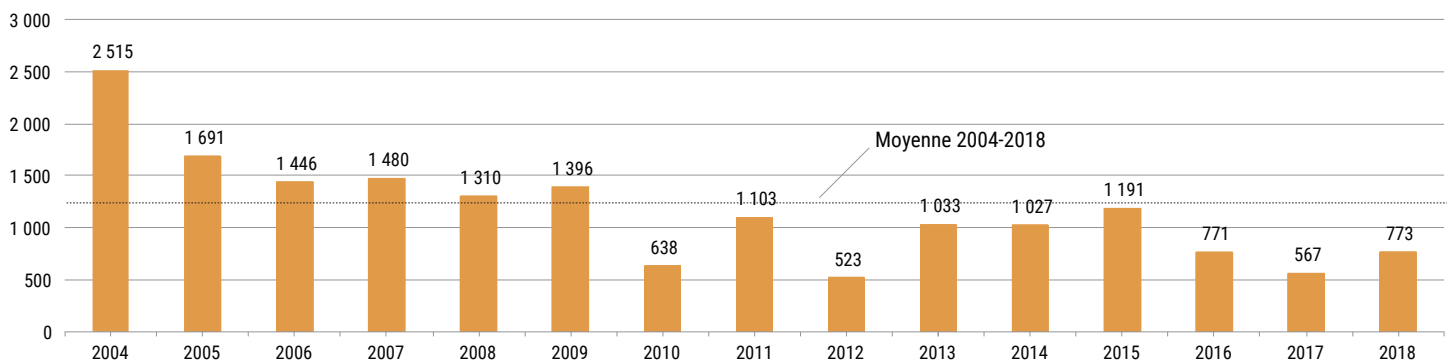
### Mises en chantier de logements locatifs par grande catégorie, Grand Montréal, 2004-2018



Note : Le nombre annuel de mises en chantier de logements en coopérative ou OBNL d'habitation est estimé à partir de la date d'engagement définitif des projets.

Source : SCHL, compilation spéciale à partir des Relevés des mises en chantier, 2004-2018; SHQ, compilation spéciale. Traitement : CMM, 2019.

### Mises en chantier de logements en coopérative ou OBNL d'habitation, Grand Montréal, 2004-2018



Note : Le nombre annuel de mises en chantier de logements en coopérative ou OBNL d'habitation est estimé à partir de la date d'engagement définitif des projets.

Source : SHQ, compilation spéciale. Traitement : CMM, 2019.

<sup>3</sup> Les logements en coopérative ou en organisme à but non lucratif (OBNL) d'habitation regroupent l'ensemble des logements sociaux et abordables qui se construisent aujourd'hui dans la région. Au cours des 25 dernières années, le programme AccèsLogis – créé en 1997 – est le seul programme qui a permis de construire ce type de logements, exception faite du programme Logement abordable Québec (LAQ) qui a connu 2 années de programmation, soit une en 2002 et l'autre en 2004, et dont la réalisation s'est étalée jusqu'en 2010.

<sup>4</sup> Le calcul de la répartition des mises en chantier par type de logement locatif a été réalisé à partir d'une compilation spéciale de la SCHL portant sur les mises en chantier de logements locatifs permettant d'isoler les logements locatifs en résidence privée pour aînés, et à partir d'une compilation spéciale de la SHQ portant sur le nombre de logements en coopérative ou OBNL d'habitation par année d'obtention de l'engagement définitif. Les logements en résidence privée pour aînés tels que compilés par la SCHL regroupent les logements en résidence privée de 20 unités et plus.

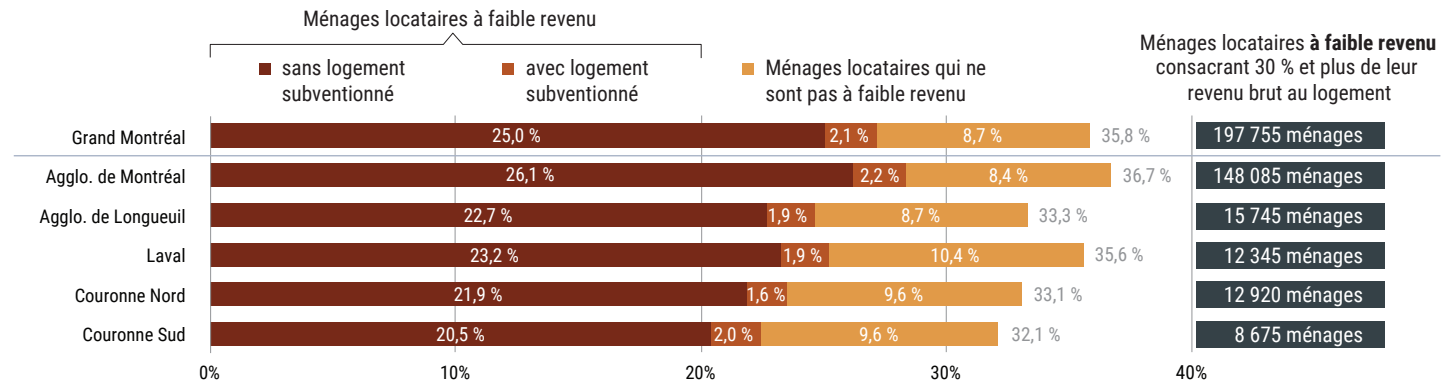


## DES BESOINS IMPORTANTS EN LOGEMENTS SOCIAUX ET ABORDABLES : 27 % DES MÉNAGES LOCATAIRES SONT À FAIBLE REVENU ET ONT DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES À SE LOGER

Au cours des 10 dernières années, le revenu médian des locataires de la région a augmenté plus rapidement que celui du loyer médian<sup>5</sup>. Toutefois, une forte proportion des ménages locataires de la région sont à faible revenu et éprouvent des difficultés financières à se loger (ils consacrent 30 % et plus de leur revenu brut pour se loger). En 2016, c'était le cas de 197 760 ménages, soit 27,1 % des ménages locataires. Parmi ceux-ci, 182 400 ménages, soit 25 % de l'ensemble des ménages locataires, ne

demeuraient pas dans un logement subventionné (voir la définition dans l'encadré en bas de page). Ainsi, 2,1 % des ménages locataires éprouvent des difficultés financières à se loger malgré le fait qu'ils demeurent dans un logement subventionné. Enfin, 8,7 % des ménages locataires éprouvent des difficultés financières à se loger bien qu'ils ne soient pas à faible revenu.

### Proportion des ménages locataires qui consacrent 30 % et plus de leur revenu brut au logement, 2016



Note : Le faible revenu est basé ici sur la Mesure de faible revenu après impôt (MFR-ApI).

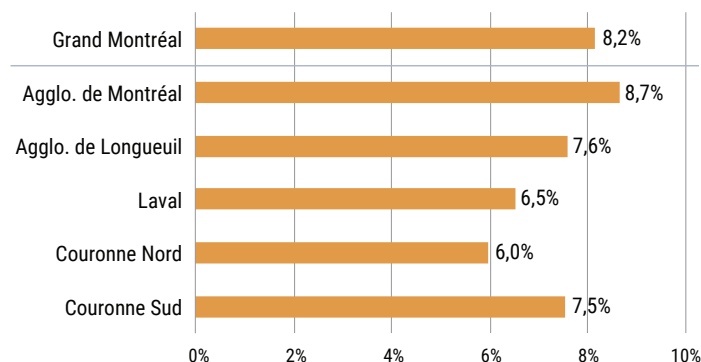
Source : Statistique Canada, compilation spéciale à partir du Recensement de la population 2016. Traitement : CMM, 2019.

## MOINS DE 10 % DES MÉNAGES LOCATAIRES DEMEURENT EN LOGEMENT SUBVENTIONNÉ

Alors que 25 % des ménages locataires du Grand Montréal sont à faible revenu, ne vivent pas dans un logement subventionné et éprouvent des difficultés financières à se loger, 8,2 % des ménages locataires de la région ont accès à un logement subventionné. Il s'agit ici de ménages demeurant en coopérative ou OBNL d'habitation, demeurant dans d'autres types de logements sociaux et abordables, ou recevant différents types

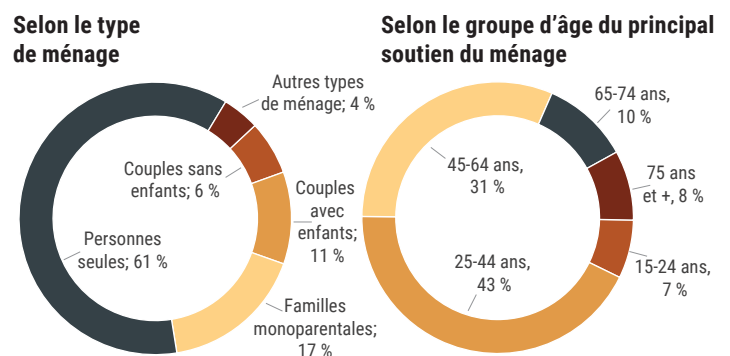
d'aide financière pour se loger (voir encadré en bas de page). Parmi ces ménages, 61 % sont des personnes seules, 28 % sont des ménages avec enfants (familles monoparentales ou couples avec enfants) et 6 % sont des couples sans enfants. Notons également que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 18 % de ces ménages demeurant en logement locatif subventionné.

### Proportion des ménages locataires demeurant dans un logement subventionné, 2016



Source : Statistique Canada, compilation spéciale à partir du Recensement de la population 2016. Traitement : CMM, 2019.

### Répartition des ménages locataires demeurant dans un logement subventionné, 2016



Les **logements subventionnés** (ou à loyer indexé) tels que définis par Statistique Canada incluent les logements dont le loyer est déterminé en fonction du revenu, les logements sociaux, les logements sans but lucratif, les habitations à loyer modique, les logements bénéficiant de programmes gouvernementaux d'aide au logement et les logements dont les occupants bénéficient de suppléments au loyer ou d'allocations au logement.

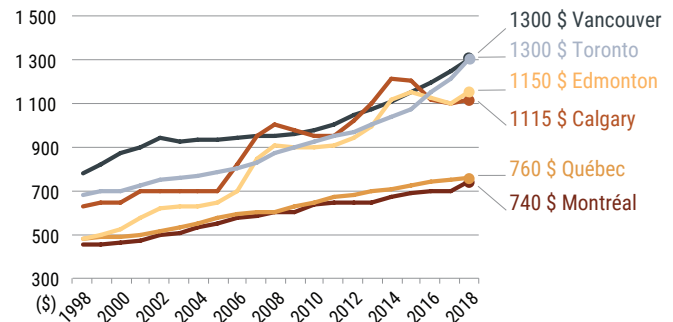
<sup>5</sup> Entre 2007 et 2017, le loyer médian a augmenté de 19,7 % dans le Grand Montréal (données issues des *Enquêtes sur les logements locatifs* de la SCHL), alors que le revenu médian des ménages locataires a pour sa part augmenté de 23,9 % (données compilées par la SCHL et provenant des *Enquêtes sur la dynamique du travail et du revenu de 2007 à 2011* et des *Enquêtes canadiennes sur le revenu de 2012 à 2017* de Statistique Canada).

## COMPARATIVEMENT AUX AUTRES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES CANADIENNES, LES PROBLÈMES D'ABORDABILITÉ DU LOGEMENT LOCATIF DANS LE GRAND MONTRÉAL TOUCHENT PLUS SPÉCIFIQUEMENT LES MÉNAGES À FAIBLE REVENU

Comme c'est le cas dans le Grand Montréal, un peu plus du quart des ménages locataires des régions de Toronto (28,3 %) et de Vancouver (27,2 %) – les deux autres principales régions métropolitaines canadiennes – sont composés de ménages à faible revenu éprouvant des difficultés financières à se loger.

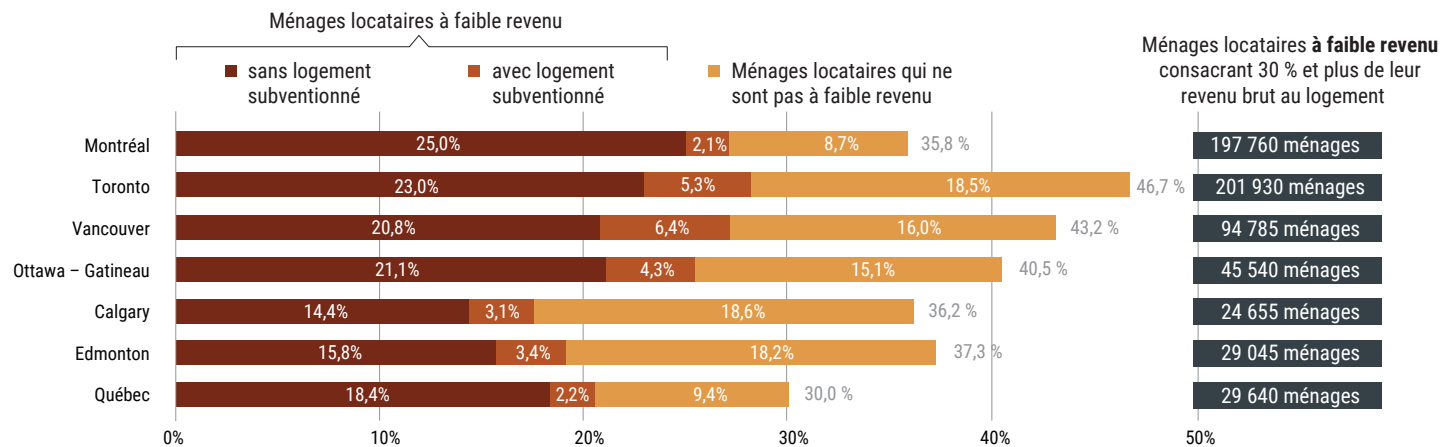
Toutefois, comparativement à ce qui est observé dans ces deux régions métropolitaines – mais également dans les autres régions métropolitaines canadiennes hors Québec – la proportion de ménages locataires du Grand Montréal qui ne sont pas à faible revenu mais qui éprouvent tout de même des difficultés financières à se loger demeure faible (8,7 %)<sup>6</sup>. Cette situation peut s'expliquer, notamment, par les loyers moins élevés dans le Grand Montréal que dans les autres régions métropolitaines canadiennes hors Québec.

### Loyer médian, régions métropolitaines canadiennes, 1998-2018



Source : SCHL, *Enquête sur les logements locatifs*, octobre 1998 à octobre 2018. Traitement : CMM, 2019.

### Proportion des ménages locataires qui consacrent 30 % et plus de leur revenu brut pour se loger, principales régions métropolitaines canadiennes, 2016



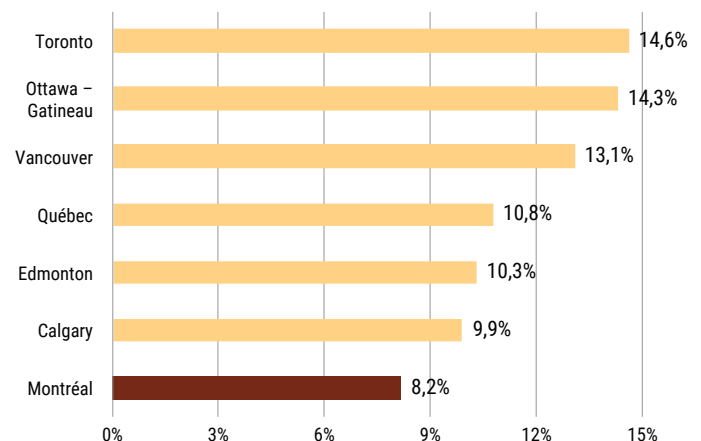
Note : Le faible revenu est basé ici sur la Mesure de faible revenu après impôt (MFR-Api).  
Source : Statistique Canada, compilation spéciale à partir du *Recensement de la population 2016*. Traitement : CMM, 2019.

## UNE PLUS FAIBLE PART DE LOGEMENTS SUBVENTIONNÉS DANS LE GRAND MONTRÉAL QUE DANS LES AUTRES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES CANADIENNES

Alors que les besoins en matière de logements chez les ménages les plus défavorisés du Grand Montréal sont importants, la part des ménages en logement subventionné demeure faible comparativement aux autres régions métropolitaines canadiennes.

Bien que les données de Statistique Canada ne permettent pas de mesurer l'ampleur de l'aide accordée par logement subventionné dans les différentes régions métropolitaines canadiennes, elles démontrent toutefois que le Grand Montréal est la région où l'on retrouve la plus faible proportion de ménages locataires demeurant dans un logement subventionné (la définition de « logement subventionné » se trouve dans l'encadré du bas de la p.6).

### Proportion des ménages locataires demeurant dans un logement subventionné, régions métropolitaines canadiennes, 2016



Source : Statistique Canada, *Recensement de la population 2016*. Traitement : CMM, 2019.

<sup>6</sup> À noter que la proportion de ménages locataires qui ne sont pas à faible revenu, éprouvant ou non des difficultés financières à se loger, est similaire dans le Grand Montréal (64,4 %) et dans les régions de Toronto (64,9 %), de Vancouver (68,1 %) et d'Ottawa-Gatineau (66,6 %). Dans les régions de Québec, d'Edmonton et de Calgary, cette proportion monte à respectivement 70,5 %, 76,9 % et 78 %.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- / COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL (2015). *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable (PAMLSA), 2015-2020.*  
[http://cmm.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/documents/20150618\\_pamlsa-2015-2020.pdf](http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/documents/20150618_pamlsa-2015-2020.pdf)
- / ELLEN, G.E et B. KARFUNKEL (2016). *Renting in America's Largest Metropolitan Areas*, NYU Furman Center/Capital One National Affordable Rental Housing Landscape. 53 p.  
[http://furmancenter.org/files/nyu\\_furman\\_center\\_capital\\_one\\_national\\_affordable\\_rental\\_housing\\_landscape\\_2016\\_9june2016.pdf](http://furmancenter.org/files/nyu_furman_center_capital_one_national_affordable_rental_housing_landscape_2016_9june2016.pdf)
- / POMEROY, S., GAZZARD, N. et A. GAUDREAU. (2019) *Promising Practices in Affordable Housing: Evolution and Innovation in BC and Quebec*. Canadian Housing Policy Roundtable. 75 p.  
[http://cmm.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/documents/bc\\_qc\\_final.pdf](http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/documents/bc_qc_final.pdf)
- / SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT (2019). *Le marché sous la loupe – RMR de Montréal*. 23 p.  
<https://cmhc-schl.gc.ca/-/media/sf/project/cmhc/pubsandreports/housing-market-insight/2019/housing-market-insight-montreal-68726-m04-fr.ashx>
- / SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT (2018). *Rapport sur le marché locatif – RMR de Montréal*. 30 p.  
[Hyperlien](#)
- / SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT (2018). *Rapport sur le marché locatif – Faits saillants – Canada*. 16 p.  
[Hyperlien](#)
- / SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (2017). *Profil statistique de l'habitation au Québec 2016-2017*. 28 p.  
<http://www.habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/documents/SHQ/ProfilStatistiqueHabitation2016-2017.pdf>

DÉCRIRE • COMPARER • COMPRENDRE

Communauté métropolitaine de Montréal

### OBSERVATOIRE GRAND MONTRÉAL

CONNAISSEZ-VOUS VOTRE GRAND MONTRÉAL ?

<http://observatoire.cmm.qc.ca>



- Statistiques par municipalité et MRC
- Statistiques par grande région métropolitaine d'Amérique du Nord
- Cartes interactives
- Couches de données géoréférencées
- Périodiques
- Tableaux de bord

La Communauté métropolitaine de Montréal vous invite à découvrir l'**Observatoire Grand Montréal**, une plateforme de diffusion d'analyses et de données statistiques et cartographiques pour suivre le développement du Grand Montréal et ses 82 municipalités.



Pour consulter les différents numéros du PERSPECTIVE GRAND MONTRÉAL, visiter la section « Périodiques » de l'Observatoire Grand Montréal de la CMM :  
<http://cmm.qc.ca/fr/donnees-et-territoire/observatoire-grand-montreal/>

**PERSPECTIVE GRAND MONTRÉAL** est une publication dont l'objectif est de dégager les tendances du développement dans la région métropolitaine de Montréal. Elle propose des portraits statistiques succincts portant sur la sociodémographie ou sur les champs d'intervention de la Communauté métropolitaine de Montréal, soit l'aménagement du territoire, le transport, l'environnement, le développement économique, l'habitation et les équipements métropolitains.

### POUR OBTENIR TOUT RENSEIGNEMENT ADDITIONNEL, COMMUNIQUER AVEC :

Philippe Rivet  
Politiques, interventions et développement  
514 350-2550  
[philippe.rivet@cmm.qc.ca](mailto:philippe.rivet@cmm.qc.ca)

